

# Pillage des biens culturels : mieux protéger les objets d'art

Autor(en): **Guyaz, Jacques**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **32 (1995)**

Heft 1205

PDF erstellt am: **08.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1015425>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

# Mieux protéger les objets d'art

*Un projet de modification de la constitution a été mis en consultation depuis de nombreux mois (voir DP 1157, 1158, 1160). Il s'agit de donner à la Confédération la possibilité de légiférer dans le domaine du commerce international des biens culturels.*

## REPÈRES

### Le nouvel alinéa:

*La Confédération a le droit de légiférer sur l'importation, l'exportation et la restitution de biens culturels. (Art. 24 sexies, al. 3bis, nouveau)*

Une législation sur le commerce des œuvres d'art doit s'accompagner d'autres mesures. Ainsi, une réglementation s'inspirant du système français du paiement de droits de succession par la donation d'œuvres d'art permettrait sans doute de voir émerger de nombreuses œuvres aujourd'hui dissimulées. Il en va de même pour l'adoption de mesures fiscales encourageant le mécénat et la création de fondations.

## NOTE

<sup>1</sup> Chiffres tirés d'un colloque sur le commerce mondial de l'art, tenu à Genève en avril 1994 à l'instigation du Centre du droit de l'art. Les actes de cette réunion viennent d'être publiés sous le titre: *La réglementation suisse de l'importation et de l'exportation des biens culturels*, Schulthess, Zurich, 1995.

(jg) Dans le programme de législature publié en mars 1992, nos sept sages remarquent que «le reproche fait à notre pays d'être un lieu de transit d'un commerce illégal de biens culturels étrangers n'est pas tout à fait infondé». Les chiffres montrent que la Suisse occupe aujourd'hui le 4<sup>e</sup> rang mondial pour le commerce des œuvres d'art. En 1993, le 32% des exportations et le 37% des importations de peintures, dessins et estampes de et vers les États-Unis provenait de la Suisse<sup>1</sup>. Les ventes aux enchères, organisées sur la place de Genève, ou les transactions de gré à gré jouent bien sûr un rôle majeur dans ces chiffres. Nous sommes une plaque tournante pour les œuvres d'art.

La lutte contre la vente des objets archéologiques issus de fouilles clandestines ou carrément volés dans leur site d'origine constitue le but réel de cet article constitutionnel. Il se trouve que les pays dont le patrimoine est le plus riche sont souvent des États pauvres – Pérou, Turquie, Égypte – ou des pays

dont la législation contraignante ne s'est pas toujours révélée très efficace.

L'argumentation des partisans du laisser-faire est pour le moins discutable. Ils considèrent qu'il est difficile de déterminer à qui appartient un bien issu d'une fouille «non officielle». Est-ce le propriétaire du terrain, l'État de provenance ou l'humanité toute entière? D'autre part, les marchands et les collectionneurs assureraient mieux la protection d'un bel objet qu'un pays pauvre aux faibles moyens!

Ce sont des raisonnements de ce type qui ont permis à Lord Elgin de découper les frises du Parthénon et de les transporter à Londres, soi-disant pour les protéger des fureurs ottomanes, alors que la destruction partielle de l'Acropole d'Athènes avait été provoquée par un bombardement de l'armée...vénitienne au cours du 18<sup>e</sup> siècle.

Un projet actuel de convention internationale dit *Unidroit* nous semble constituer une bonne base de travail pour une future législation helvétique. Il y est précisé qu'un bien culturel doit être restitué à son pays d'origine dans l'un ou l'autre des cas suivants: sa conservation n'est pas assurée, son intégrité est menacée (on ne disperse pas un ensemble d'objets qui doivent rester groupés afin de conserver leur sens), la conservation de l'information n'est pas assurée, etc. Il n'est bien sûr pas question ici du vol pur et simple d'une œuvre d'art dans un musée ou dans une église, qui relève du code pénal, pour lequel il n'est pas besoin d'une législation supplémentaire.

La conservation de l'information est la notion décisive. Mme Margot Schmidt, archéologue bâloise, présente à ce colloque, fait remarquer que des vases grecs peuvent arriver sur le marché, sans que l'on en connaisse la provenance exacte, et encore moins les objets se trouvant à proximité lors de la découverte, données capitales. Hors de leur contexte, ces objets perdent tout leur sens pour les scientifiques. Il ne s'agit pas de s'opposer à toute vente de biens archéologiques, mais de s'assurer que l'objet considéré a bien été documenté et «publié» auparavant, pour utiliser le terme consacré.

Dans le domaine de l'action internationale, Mme Margot Schmidt fait remarquer qu'une rétribution convenable pour le propriétaire du site où des objets sont découverts permettrait de résoudre une partie du problème. Voilà un terrain d'action nouveau et sans doute point trop coûteux pour l'aide aux pays en voie de développement. ■

●●●  
à rendre plus difficile la venue des Algériens en France. De quoi a-t-on peur? Des xénophobes et des partis de droite qui maintiennent la pression? Mais ceux-ci sont-ils encore crédibles? Des deux initiatives déposées pour restreindre l'asile: l'une, celle des Démocrates suisses (ex Action nationale) a été déclarée nulle par le conseil fédéral, l'autre, venant de l'UDC doit, selon le gouvernement, être rejetée pour des raisons de fond.

A Yverdon, au milieu des années cinquante sortaient des rotatives de l'imprimeur Cornaz les tracts de la Résistance algérienne, alors que la Gazette de Lausanne et la radio avaient choisi le camp de l'Algérie indépendante. Marie-Magdeleine Brumagne rédigeait un bulletin d'information anticolonialiste, ouvrait les portes de sa maison pour des réunions clandestines à de militants du FLN et faisait, comme d'autres, la «porteuse de valises» jusqu'en Afrique du nord. L'Hôtel Orient, à Lausanne, devenait une antenne du FLN en Suisse, organisée en 1956 par Tayed Boulharouf. Charles-Henri Favrod nouait dans l'ombre, avec ses amis, des contacts diplomatiques qui déboucheront sur les accords d'Evian. Qu'attendons-nous aujourd'hui pour nous montrer solidaires des forces vives d'un pays au bord de la guerre civile? Et parmi lesquels on compte les quelques leaders féministes en proie aux islamistes et les intellectuels, les plus menacés... ■